

MURMURATION...

Les Anglo-Saxons appellent ainsi ces groupes de milliers d'oiseaux volant ensemble, tourbillonnant, s'imitant, si proches qu'on les dirait un, dessinant des figures fantastiques dans le ciel, s'étirant comme filets de sucre, redevenant masse énorme, compacte, effrayants, sereins, bruyants, disparus d'un coup. Une âme chagrine y verrait facilement la métaphore du syndicalisme actuel ou des mouvements des indignés. Absence de projet politique lisible, errances, impasses, replis.

Recomposer un syndicalisme efficace face à la crise, inventer un syndicalisme des retraités, un tiers de la population dans moins d'un demi-siècle ? Rien n'est simple. Faire appel à la réflexion de chercheurs, confronter des analyses avec des voisins européens, résister aux provocations construites d'un pouvoir ennemi, convaincre, espérer. « *L'avenir n'est ni entièrement en notre pouvoir ni entièrement hors de nos prises* » dit Épicure. Tout n'est pas écrit et souvent le roi est nu.

Réintégrer l'idée positive de progrès, pour tous, pour nous. Militer. Ensemble. Se rencontrer. Se parler.

Construire. Mais oui, les retraités pensent à l'avenir et le veulent meilleur. ■

**JEAN-PAUL BEAUQUIER,
BÉNÉDICTE VRAIN**
secrétaires de catégories

DOSSIER

Les troisièmes journées d'automne

• SANTÉ/SOCIÉTÉ

Encore plus de rigueur
pour la Sécurité sociale

• ACTUALITÉ

La hotte du père Noël
est vide

• LOISIRS/CULTURE

Cuba en juillet

• PORTRAIT

Mikis Theodorakis

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p. 1
ACTUALITÉ	
UNE COURSE EST ENGAGÉE	
La fable et le défi	p. 2
POUVOIR D'ACHAT	
La hotte du père Noël est vide	p. 3
XXXXXXXXXX	
Riposter	p. 4
INTERVIEW	
ACTUALITÉS SYNDICALES	
Entretien avec Roland Hubert	p. 5
SANTÉ-SOCIÉTÉ	
LA HAUSSE DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE	
Un véritable scandale	p. 6
ÊTRE VIGILANT ET RÉAGIR	
Montée de l'intolérance	p. 6
DEUX ANNÉES DE SURSIS	
Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD)	p. 7
NOUVEL EXAMEN	
PAR LES ÉLUS DE LA NATION	
Encore plus de rigueur pour la Sécu	p. 8
SANTÉ PUBLIQUE EN DANGER	
Revenir aux fondamentaux	p. 8
SIMPLIFICATION OU DÉMANTÈLEMENT	
Quoi de neuf dans les ARS ?	p. 9
RESTRICTIONS DANS LE CHAMP D'INTERVENTION DES INFIRMIÈRES	
Nouvelles règles	p. 9
VIE SYNDICALE	
DU CÔTÉ DU NATIONAL	
Un stage pour les nouveaux ou futurs retraités	p. 10
REIMS 2012	
Un bon millésime ?	p. 10
APRÈS LES JOURNÉES D'AUTOMNE	
Des rencontres régionales	p. 11
DOSSIER	
Les troisièmes journées d'automne	p. 12
INFOS PRATIQUES	
La cohabitation intergénérationnelle	p. 18
Voyages en Europe	p. 18
Pension de réversion	p. 18
SITUATION DU CONJOINT SURVIVANT PARTIR À LA MER, À LA NEIGE OU À LA CAMPAGNE	
À vous les chèques vacances !	p. 18
LOISIRS CULTURE	
22 NOVEMBRE 2011	
La révolte des Canuts de Lyon	p. 19
Cuba en juillet	p. 20
COUP DE CŒUR	
Le livre de l'intranquillité	p. 22
AU FIL DE LA PRESSE	
JACKY BRENGOU A LU POUR NOUS	
Au nom du triple A	p. 23
PORTRAIT	
Mikis Theodorakis	p. 24

UNE COURSE EST ENGAGÉE

La fable et le défi

Le père Noël est originaire de Scandinavie mais ce sont les peuples du sud de l'Europe qui ont trop longtemps professé cette croyance et se sont montrés trop dispendieux ; ils étaient sûrs que le père Noël venu d'Outre-Rhin rembourserait leurs dettes... c'est une des légendes qui court dans nos contrées.



© Wikipedia

En cette veille de Noël, une autre fable domine l'affiche en Europe grâce à un marketing omniprésent. La cause de tous les malheurs, c'est l'État social, cet obsédé de la dépense qui creuse les déficits publics et accumule une dette publique monstrueuse.

La tentation du laxisme budgétaire guette chaque peuple, mais les peuples du sud de l'Europe sont plus enclins à y céder. Le désir de « vivre au-dessus de ses moyens » explique pourquoi les peuples doivent être surveillés et disciplinés. Heureusement les agences de notation nous surveillent et les marchés nous sanctionnent. En attendant la règle d'or qui doit nous ramener définitivement à la Vertu, la solution c'est l'Austérité, cette nouvelle morale publique récitée comme un chapelet en dizaines de « je vous salue les marchés » à chaque fois qu'une mesure privatise, démantèle la protection sociale et la négociation collective, réduit les salaires et les retraites.

Pour Eux, tout devient possible, même ce qui était encore impensable il y a quelques mois. Pour Nous, plus rien n'est possible, plus aucune revendication n'est légitime. « On ne peut pas faire autrement » martèle la fable.

Les agences de notation : la nouvelle Pythie

De Delphes à Fatima, les peuples européens sont invités à courber l'échine et à psalmodier : « pardonnez-nous nos péchés, sacrifiez-nous pour sauver les possédants du feu de l'enfer ».

Ne cherchez pas : la fable ne dira pas qu'il y a une crise du capitalisme néolibéral, que les inégalités sociales galopent, que l'oligarchie financière domine l'État, que la rente financière et immobilière stérilise l'économie et tourne le dos à l'avenir, que l'écologie devient le cadet des soucis des maîtres du monde, que la jeunesse désespère. Elle ne dira pas non plus que la zone euro va dans le mur parce qu'on a fait une monnaie unique sans solidarité entre les pays, elle dira encore moins que le projet d'une Europe des peuples et de la paix entre les nations est menacé parce qu'on les met en concurrence.

Aujourd'hui les élites néolibérales qui gouvernent en Europe se sont mises d'accord pour s'attaquer frontalement au compromis social de l'après-guerre, y compris au prix d'une baisse considérable du niveau de vie.

Acculées, elles sont même prêtes à piétiner la démocratie et pour certaines fractions à organiser des convergences avec les courants xénophobes, convergences dont le sinistre Guéant n'est que l'avant-garde.

Une course de vitesse est engagée entre cette offensive radicale qui utilise la crise comme un levier pour faire passer en force leur projet de société et installer l'austérité permanente, et les résistances sociales et citoyennes qui se développent, notamment dans les pays les plus touchés par l'austérité. En France, une certaine atonie semble s'être

emparée de l'opinion. L'attente de l'élection présidentielle certes, mais aussi un effet de sidération provoqué par l'ampleur historique de la menace qui plane au-dessus de nos têtes. En même temps, une colère sourde monte.

Dans le sillage des printemps arabes, les révoltes sociales et le mouvement des Indignés expriment une repolitisation des sociétés, une volonté de comprendre, de s'engager, de s'occuper des affaires publiques. Le défi c'est de reprendre notre destin en main. ■

DANIEL RALLET

LE PETIT NICOLAS ET LE « MODÈLE ALLEMAND »

Le Monde daté du vendredi 18 novembre fournit d'intéressantes comparaisons sur impôts, taxes et cotisations en France et en Allemagne.

Selon cette étude, avant tout rendez-vous médical en Allemagne, vous devez préciser si vous relevez du régime « légal » ou privé. Le statut d'assuré « privé » est réservé par la loi aux salariés disposant d'au moins 44 400 € par an en 2011. *Le Monde* précise : « selon la réponse que vous donnerez, votre médecin ne vous traitera pas de la même façon ».

Selon la même étude, l'impôt sur le revenu représente 2,6 % du PIB en France et 9,6 % en Allemagne. De ce fait, un salaire net de cotisations sociales de 4 627 € tombe à 3 796 € après impôt, soit moins 18 % en France, de 4 864 € à 3 277 €, soit moins 32,6 % en Allemagne.

Voulez-vous parier que notre Petit Nicolas trouve le modèle allemand admirable en matière de Sécurité sociale mais détestable et « confiscatoire » en matière d'impôt sur le revenu ?

PIERRE TOUSSENE



© F.m.schuckert/Fotolia.fr

Une monnaie unique
mais pas de solidarité

POUVOIR D'ACHAT

La hotte du père Noël est vide

L'explosion des dépenses contraintes, insuffisamment prises en compte par l'indice INSEE, grève lourdement le pouvoir d'achat des Français et en particulier des retraités. Les dépenses de fin d'année fournissent un exemple des difficultés subies par les ménages, même si pour beaucoup il s'agit d'une période où ils essaient d'oublier, pour un moment, leurs problèmes financiers.

Les marchés de Noël

L'an dernier les Français ont réduit de 5 % les dépenses allouées aux fêtes de fin d'années. Cette diminution a touché surtout les foyers modestes (64 %) mais s'est aussi étendue aux revenus intermédiaires (62 %). Cette année les prévisions de dépenses par foyer sont estimées à 606 euros, soit une très légère progression par rapport à 2010. Pour beaucoup cette tendance s'explique par une envie « de se faire plaisir, mais sans folie, avant une année 2012 attendue avec inquiétude ».

Le budget cadeaux, qui représente les deux tiers des dépenses, est le poste le plus important. Par rapport à leurs revenus, les ouvriers et les employés dépensent deux fois plus que les cadres. Enfin un autre élément mérite réflexion, un Français sur deux souhaite recevoir de l'argent en cadeau.



© Marco Dessouleurs/Fotolia.fr

Il y aura tout de même
des achats à Noël

Cependant ces dépenses ne reflètent qu'imparfaitement la perte de pouvoir d'achat.

L'envol des dépenses contraintes

Pour l'INSEE les prix ont augmenté de 21 % depuis ►►

►►► 2000. Même s'il reconnaît que les dépenses contraintes représentent une part plus importante dans le budget des ménages, il minimise leur impact sur le pouvoir d'achat.

Quelques chiffres montrent que ces dépenses incontournables ont très souvent doublé depuis 2000. Pour l'alimentation, l'emblématique baguette du boulanger qui coûtait environ 0,80 franc est vendue aujourd'hui 0,80 euro (vous pouvez facilement calculer l'augmentation).

L'évolution du prix des pommes de terre est du même ordre. Pâtes, lait, laitues, steaks hachés ont vu leur prix plus que doubler.

Pour l'énergie, le gaz a vu le tarif de l'équivalent kWh progresser de 120 % et le fuel de 70 %.

Pour la santé, outre l'augmentation du reste à charge,



© Viktor Foclaiair

Le prix du pain, tout un symbole

le prix moyen d'une complémentaire santé est deux fois plus élevé que dix ans auparavant.

Enfin l'INSEE reconnaît une augmentation des loyers de plus de 33 % sur la même période.

Mais d'autres augmentations, comme la taxe d'habitation, ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'INSEE. Quant à l'acquisition d'un logement, considéré comme un investissement, le coût des constructions neuves a augmenté de 100 %, et les logements anciens de 141 %.

La note est particulièrement lourde pour les retraités dont les pensions ont progressé plus lentement que l'ensemble des salaires.

Que ce constat accablant ne vous empêche pas de passer de bonnes fêtes de fin d'année. ■

J.-C. LANDAIS

POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Riposter

Partout en Europe, les politiques d'austérité font souffrir les peuples, appauvrissent les salariés, démantèlent les services publics ; les Grecs, les Espagnols, les Portugais ne sont pas les seuls à réagir même si la riposte ne s'organise que lentement.

Agressions multiples contre les salariés, les fonctionnaires, les retraités au nom de la lutte contre la crise et la dette publique : pas de doute sur la nature de classe d'une politique qui veut exonérer les banquiers et leurs « gérants loyaux », en Europe, ailleurs, de leurs responsabilités dans la casse de tous les outils de régulation. Transformation des dettes privées en dette publique ? Le rêve des alchimistes réalisé.

Big Ben n'avait pas vu ça depuis 30 ans !



© DR

Déclarations péremptoires du Président, suivi au jour le jour du yo-yo boursier, affolement conditionné des citoyens ; le gouvernement continue la sape des fondements de la République : Justice, Éducation nationale, Protection sociale, Hôpital public.

Le 30 novembre l'initiative de la Fédération européenne des services publics contre les plans d'austérité, le 13 décembre **l'appel interprofessionnel** d'actions diversifiées marquent le refus de se laisser tromper : la démarche des confédérations a été relayée par six fédérations de la fonction publique, culpabilisée, montrée du doigt.

Contre la volonté de transformation sans débat de l'institution scolaire, notre syndicat a été à l'initiative d'une réaction unitaire : le pouvoir inouï des chefs d'établissement sur l'évaluation des professeurs, sur le modèle de « toute entreprise » dit Chatel, est une négation de la dimension professionnelle de transmission de savoirs disciplinaires. L'Éducation nationale, une entreprise ou un service public ? **La grève du 15 décembre**, temps fort de lutte, oui, et les retraités dans les manifs avec nos collègues. ■

J.-P. BEAUQUIER

P.S. : Une **initiative européenne citoyenne** pour une prise en charge solidaire de la perte d'autonomie est en préparation ; nous vous tiendrons informés.

ACTUALITÉS SYNDICALES

Entretien avec Roland Hubert

Les premiers mois de l'année scolaire 2011/2012 ont été « chauds » sur le plan syndical : à une rentrée sous le sceau de l'austérité budgétaire et des suppressions de postes sont venues s'ajouter de nouvelles attaques gouvernementales et des élections professionnelles difficiles. Roland Hubert a fait le point pour nous.

Quel bilan le SNES tire-t-il des élections professionnelles ?

Le bilan est contrasté. Le ministère a imposé un scrutin électronique, sans expérimentation préalable, parce qu'il pensait qu'en déconnectant le vote du lieu de travail le SNES et la FSU seraient lourdement pénalisés. L'énorme travail fourni par les militants a permis d'infliger un cinglant démenti à cette analyse. En ce sens les résultats sont positifs pour le SNES qui repasse la barre des 50 % des exprimés pour le vote aux CAPN, loin devant les autres organisations.

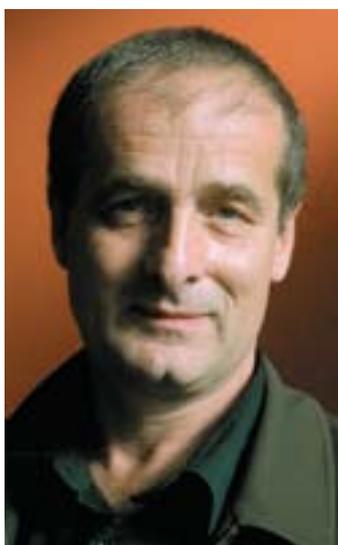
Pour la FSU, même si elle réalise 40,6 % des voix pour le CTM et reste largement la première fédération de l'Éducation, l'effondrement du taux de participation dû essentiellement aux modalités de vote, lui font perdre un nombre de voix très important (plus de 90 000) qui fragilise sa place dans la fonction publique.

Ainsi, dans la fonction publique d'état, ce sont maintenant cinq fédérations qui totalisent entre 14 % et 17 %, FO prenant la première place (16,6 %), devant la FSU (15,8 %) qui devance la CGT de 341 voix. Ce résultat permet cependant à la FSU de conserver quatre sièges au CSFPE. Le ministère doit tirer les leçons de ce scrutin et abandonner les modalités de cette année. Le SNES s'y emploiera.

Le SNES et la FSU devront continuer à assumer leur responsabilité d'organisations majoritaires dans l'Éducation nationale, à être moteur dans l'interprofessionnel, et cela dans un contexte rendu encore plus difficile avec la crise.

Dans certaines académies, le rectorat a écrit aux néoretraités pour leur proposer de reprendre du service en tant que remplaçant payé comme des contractuels. En quoi est-ce indigne et inacceptable ?

Tous les indicateurs montrent que s'amorce une crise du recrutement, les conditions de travail se détériorent, le gouvernement, instrumentalisant la crise, accélère la mise en place de



Roland Hubert
cosecrétaire général
du SNES



la réforme des retraites tandis que le pouvoir d'achat des salariés s'effondre, que le chômage augmente et que la précarité et la pauvreté des jeunes sont toujours plus grandes. Dans ce contexte cette proposition est d'autant plus indigne et indécente.

Le gouvernement prend prétexte de la « crise de la dette » pour justifier une politique qui frappe durement tant les retraités que les actifs et met à mal les services publics. Comment peser syndicalement face aux discours culpabilisateurs ?

Les conséquences du plan d'austérité pour la grande majorité de la population sont déjà visibles et pourraient être, avec le sentiment fort d'injustice qui monte, de puissants leviers de mobilisation. Mais, le discours rabâché sur la dette pèse lourd. Notre première responsabilité est de participer à tout ce qui peut inverser cette spirale. C'est un objectif de la campagne d'opinion que veulent mener la FSU et le SNES et, par exemple, une des raisons de la participation de la FSU au collectif qui lance à l'initiative d'ATTAC « l'appel pour un audit citoyen de la dette publique ». Dans le cadre des campagnes présidentielle et législative, le SNES interpellera les candidats sur cette question mais aussi, bien entendu, sur leurs projets éducatifs.

2012, année du congrès du SNES : quelle place peuvent et doivent y prendre les retraités ?

Les retraités constituent une part importante des syndiqués du SNES. Par ailleurs sur toute une série de sujets, en particulier liés à la crise, ils sont concernés au même titre que les actifs. Enfin, l'avenir du syndicalisme les concerne directement avec la dimension supplémentaire de l'avenir de la FGR et de la place de la FSU dans les UCR. Il est donc clair que la place des retraités dans la préparation du congrès et dans ses débats est essentielle. ■

LA HAUSSE DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

Un véritable scandale

Lors de la campagne présidentielle de 2007, le candidat Sarkozy avait promis de faire reculer la pauvreté d'un tiers au cours du quinquennat. Non seulement cette promesse n'a pas été tenue, mais au contraire le nombre de pauvres a augmenté.



© Jacques Boussiquier

Chut : ne pas en parler

Les chiffres de l'INSEE publiés le 30 août 2011 indiquent 8,2 millions de « pauvres » en 2009, contre 7,8 millions en 2008 ; 13,5 % de la population de France métropolitaine est considérée comme pauvre, c'est-à-dire vivant avec moins de 954 euros par mois. Ces mesures de la pauvreté sont fondées sur le revenu des ménages ; c'est un indicateur comme un autre mais il ne faut pas oublier d'autres critères comme la pauvreté en conditions de vie : qualité de l'alimentation, absence de loisirs et de vie culturelle et sociale. Avec de tels revenus il y a une quasi-impossibilité de faire face aux dépenses incompressibles : le logement et les dépenses d'énergie représentent 75 % des revenus de ces ménages ce qui les conduit inéluctablement au surendettement.

Quelques chiffres éloquentes :

- près d'un Français sur sept est pauvre ;
 - 4,1 millions de personnes vivent avec moins de 773 euros par mois ;
 - 16,9 % des actifs non salariés sont pauvres ;
 - un étudiant sur cinq et un retraité sur dix sont pauvres.
- Ce tableau alarmant de la pauvreté en France en 2009 est certainement bien en dessous de la réalité de 2011. Le président du Secours catholique et celui du Secours populaire estiment que la situation s'est considérablement aggravée : « des pauvres devien-

nent de plus en plus pauvres mais il y a aussi des personnes qui ne s'attendaient pas à ce qui leur arrive : cadres, petits commerçants, petits artisans ». Certains disent que c'est la conséquence de la crise, mais la progression du chômage et la sortie du système d'indemnisation par Pôle emploi pour un grand nombre de Français en fin de droits sont les principales causes de la baisse du niveau de vie parmi les plus pauvres. En revanche, la part de richesse des 10 % les plus riches a continuellement augmenté en dix ans, passant de 22,5 % à 24,3 %. Et ce, au détriment des personnes à revenus moyens. Plus précisément, « cette augmentation des inégalités par le haut, serait au bénéfice des 1 % les plus fortunés », indique l'Insee. **Donc les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.** Ce n'est guère étonnant puisque, depuis 2002, les gouvernements de droite ont multiplié les dispositions fiscales qui profitent essentiellement aux plus riches. En revanche, « les pauvres » sont accusés de tous les maux : travail au noir pour les chômeurs, accusations récurrentes de fraude pour bénéficier d'avantages sociaux. Mais la pauvreté n'est pas une fatalité en soi, il est possible d'inverser la tendance : 20 milliards d'euros suffiraient. Cette somme correspond aux réductions fiscales sur le seul impôt sur le revenu dont ont bénéficié depuis dix ans les 10 % les plus riches. ■

FRANÇOISE EIDEN

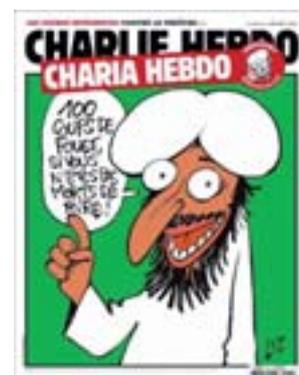
ÊTRE VIGILANT ET RÉAGIR

Montée de l'intolérance

La France a été récemment le théâtre de graves incidents qui illustrent la montée du racisme et du fanatisme religieux.

24 octobre 2011 : incendie de *Charlie Hebdo* ; 5 novembre 2011 : incendie d'une mosquée à Montbéliard. Fin octobre, au Théâtre de la Ville, le spectacle de Roméo Castellucci est violemment perturbé par des groupes intégristes s'exprimant au nom de la religion chrétienne. Même scénario, violence en moins, à Toulouse : 500 à 600 intégristes catholiques manifestent contre la pièce *Golgota picnic* de Rodrigo Garcia, jugée blasphématoire. À Toulouse toujours, une formation pour « guérir »

de l'homosexualité a été proposée par une association évangéliste, à mettre en relation avec la levée de boucliers contre l'introduction de la notion de genre dans certains manuels scolaires. Le 20 novembre 2011, à nouveau, des parents d'élèves interpellent l'Association des professeurs de SVT pour



dénoncer cette « déviance » (*sic*) de l'Éducation nationale. Et que dire du « rapport sur la famille » qui oppose la famille « durable » au PACS de l'instant ?

Ces exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils illustrent la montée des idées d'extrême droite, de l'intolérance.

La crise économique et sociale favorise le repli sur soi, la peur de l'autre et la tentation de normalisation des individus. Ces réactions sont alimentées et instrumentalisées par le discours du gouvernement : le discours de Grenoble stigmatisait les étrangers, notamment les Roms. L'insécurité, la délinquance, le chômage, la crise sociale ou du logement ont ainsi leurs boucs émissaires : l'étranger, le musulman, le Français d'origine étrangère, le Rom, l'homosexuel, la famille monoparentale... La diversion est une

arme efficace pour faire oublier une politique calamiteuse de régression sociale envers les salariés et les plus pauvres ; la crise et le gouvernement contribuent à la dislocation des liens de solidarité.

Les libertés de penser, de conscience, d'expression sont inaliénables. La liberté d'expression, en France, n'est pas illimitée, mais bornée par la loi en matière de racisme et de diffamation, mais le délit de blasphème n'existe pas. L'École, la société doivent donner à tous les éléments scientifiques rationnels indispensables à la formation d'un citoyen. Il est indispensable de rester vigilant et de faire vivre les mots qui définissent toujours la République française comme « *indivisible, laïque, démocratique et sociale* ». ■

MARYLÈNE CAHOUE

DEUX ANNÉES DE SURSIS

Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD)

Les Restos du Cœur ont ouvert le lundi 25 novembre ; malgré les besoins grandissants, cette opération a failli ne pas se faire ou, pour le moins, avec des moyens limités. Cette ouverture est un des effets de la lutte victorieuse entreprise par les associations humanitaires : la Croix-Rouge, la Fédération française des Banques alimentaires, les Restos du Cœur et le Secours populaire.

Le PEAD a été mis en place pendant l'hiver rigoureux de 1986-1987. Il permet à l'UE de puiser dans les stocks de produits agricoles non consommés pour subvenir aux besoins des Européens les plus pauvres. Mais les stocks ayant beaucoup diminué, le dispositif s'est progressivement rabattu vers l'achat de denrées sur les marchés pour approvisionner les banques alimentaires.

En avril dernier, saisie par l'Allemagne, la Cour de justice de la Communauté européenne (CJCE) a décidé que l'action du PEAD devait se limiter à l'écoulement des stocks.

En conséquence, la Commission a considéré qu'elle devait geler les quatre-cinquièmes de son aide alimentaire en faveur des plus démunis, passant de 500 à 113 millions d'euros dès 2012. La solution paraît pourtant évidente : il suffit à la Commission et au Conseil de se mettre d'accord sur une nouvelle base légale permettant de libérer les fonds nécessaires. Or, le texte existe, il a reçu le soutien du Parlement européen. Malheureusement, sept pays (l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et la République Tchèque) se sont opposés à la proposition de réforme du PEAD et par conséquent le Conseil des ministres européens de l'Agriculture l'a refusé, le 20 octobre.

Devant cette décision révoltante, les quatre associations françaises habilitées ont donc cosigné, le jour même, une « *Lettre ouverte à Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement européens* ». Le 14 novembre, un accord a été trouvé : le PEAD va pouvoir fonctionner encore deux ans. L'Allemagne, principal contributeur du programme, s'est engagée à maintenir sa contribution financière. C'est une première victoire mais l'Allemagne conditionne son accord pour prolonger sa participation financière au programme à... sa suppression dès 2014.

Et, comme dit Sylvie Guillaume député européenne : « *rien ne permet de penser que les Européens n'auront plus besoin de ce programme d'aide alimentaire dans les années à venir et la condition posée par l'Allemagne est inacceptable. Étant donné les conséquences sociales et humaines de la crise économique, il sera obligatoire de trouver une solution dans le cadre de la négociation des perspectives financières pour 2014-2020, c'est l'enjeu qui est devant nous maintenant* ».

Et plus qu'une aide alimentaire, les plus démunis ont besoin de retrouver un emploi, d'avoir un salaire suffisant pour vivre dans des conditions décentes. ■

FRANÇOISE EIDEN



© Eric Poulhier/Wikipeedia

Et la commission européenne voulait limiter l'aide alimentaire

NOUVEL EXAMEN PAR LES ÉLUS DE LA NATION

Encore plus de rigueur pour la Sécu

Après son passage au Sénat, le Plan de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) est repassé en deuxième lecture devant les députés ; résultat : une rigueur renforcée pour une santé amputée, comme le souligne Élisabeth Labaye dans le numéro de *Pour* de novembre.

L'Assemblée a refusé une cinquantaine d'amendements proposés par le Sénat, qui avait qualifié le PLFSS d'un triple « *Indigent, Irresponsable et Irréaliste* ».

Elle a adopté :

- l'accélération du passage à 62 ans de l'âge de la retraite, ainsi qu'une rigueur accrue sur les prestations familiales et les dépenses de santé ;
- le doublement de la taxation des contrats complémentaires santé des mutuelles et assurances, et l'instauration d'un secteur optionnel, aux honoraires plus élevés, pour les médecins libéraux ;
- la suppression de plusieurs augmentations de taxes adoptées par les sénateurs, sur les retraites chapeaux, les stock-options et les bonus des traders ;
- le rétablissement de l'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires instaurée en 2007...

En revanche, voix dissonantes dans la majorité sur

l'instauration des jours de carence, « *inacceptable* » de faire peser un tel dispositif sur « *les petites entreprises* » et les « *nombreux concitoyens* » dit la Droite populaire. Arnaud Robinet, secrétaire national de l'UMP, a aussi souligné que « *la seule réforme des jours de carence qui vaille aujourd'hui, c'est celle du comblement des inégalités entre salariés du privé et fonctionnaires* ». On s'attend au pire.

Après la navette parlementaire constitutionnelle, le dernier mot reviendra à l'Assemblée nationale qui votera le 5 décembre.

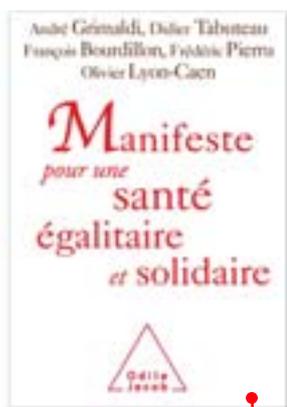
Ce n'est pas qu'un baroud d'honneur du Sénat, comme le disent certains ; en faisant des propositions réalistes et socialement justes, il esquisse ce que pourrait être une autre politique du financement de la Sécurité sociale, par une gestion plus responsable des comptes. ■

FRANÇOISE EIDEN

SANTÉ PUBLIQUE EN DANGER

Revenir aux fondamentaux

La pérennité de notre système de santé solidaire est en danger ; des médecins et experts de santé s'en alarment.



Des médecins s'engagent

Un « **Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire** » vient d'être rendu public ; il est signé par 123⁽¹⁾ personnalités : des chercheurs, des médecins, des écrivains... « Syndicalisme et Retraités » dans son supplément à *Pour* de novembre s'en est fait l'écho en donnant la parole à l'un des initiateurs de cet appel, A. Grimaldi.

Les auteurs du manifeste dénoncent le démantèlement du service public de santé, sa rentabilisation et sa privatisation. Ils rappellent que la fondation de la Sécurité sociale en 1945, en application du programme du Conseil national de la Résistance, marquait un choix de solidarité pour la santé de tous. Ce système de santé fut classé premier par l'Organisation mondiale de la santé en 2000, avec un niveau de prise en charge de 80 % en 1980, des prestations en fonction des besoins de chacun, et la création de

la Couverture médicale universelle (CMU) en 1999. Les auteurs détaillent les mesures qui frappent le système hospitalier, notamment la volonté de ne plus distinguer « public et privé », les dépassements d'honoraires... la remise en cause de la médecine du travail, de la médecine scolaire et celle de la protection maternelle et infantile...

Les questions de santé doivent trouver leur place dans la campagne électorale : ce document y contribuera. ■

ANNIE EVENO

(1) Dont : Olivier Lyon-Caen, professeur de neurologie (Pitié Salpêtrière) ; André Grimaldi, professeur de diabétologie (Pitié Salpêtrière) ; Didier Tabuteau, responsable de la chaire Santé à Sciences Po ; François Bourdillon, médecin de santé publique ; Frédéric Pierru, sociologue, chercheur au CNRS.

SIMPLIFICATION OU DÉMANTÈLEMENT

Quoi de neuf dans les ARS ?

Les vingt-six Agences Régionales de Santé (ARS), créées par la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » du 21 juillet 2009, ont pour mission d'unifier et de simplifier le système de santé (hôpital, médecine de ville et secteur médico-social) à l'échelon régional. C'est peu dire qu'elles simplifient.

Officiellement instituées depuis le 1^{er} avril 2010,

les ARS ont défini cent huit territoires de santé, notamment destinés à cerner l'apparition des « déserts médicaux » et à évaluer les besoins prioritaires de la population. **L'action menée par les ARS en matière de restructurations hospitalières est fortement contestée** par les comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité qui fédèrent des usagers, des élus et des syndicats, et dénoncent la politique de santé du gouvernement. Les Projets Régionaux de Santé (PRS), documents d'orientation générale de la politique de santé dans la Région, doivent être finalisés pour décembre 2011. Comme il était à craindre, **les ARS appliquent l'incontournable « maîtrise des dépenses de santé »**, en clair dépenser moins, restructurer, d'où cette Révision générale des politiques publiques (RGPP) appliquée à la santé. Les ravages de cette orientation



Avec l'ARS, l'hôpital a besoin de la charité

sont d'ores et déjà connus : auto-limiter la demande en matière de soins et développer l'hospitalisation à domicile. Affaire à suivre...

Voir le PRS de votre Région sur le site de l'agence régionale de santé ; par exemple pour l'Alsace : www.ars.alsace.santé.fr.

GEORGES BOUCHART ET FRANÇOISE EIDEN

RESTRICTIONS DANS LE CHAMP D'INTERVENTION DES INFIRMIÈRES

Nouvelles règles

Les infirmières n'ont plus le droit de faire les prises de sang, en vertu d'une ordonnance de la ministre de la Santé du 15 janvier 2010, dont la mise en œuvre s'échelonne jusqu'en 2013.

Selon cette directive, les laboratoires de biologie devront obtenir une certification contraignante et se porter garants du préleveur. En clair, les infirmières ne prélèveront que si elles ont été formées et agréées par le laboratoire dans lequel le prélèvement est analysé ; les infirmières intérimaires ou remplaçantes iront voir ailleurs... Les patients se

rendront au laboratoire ou se feront hospitaliser car les prélèvements à domicile seront interdits.

Les laboratoires devront s'équiper de matériel très performant, permettant des économies de personnel et donc se regrouper pour y parvenir (un à deux par département guère plus).

Les hôpitaux de taille moyenne qui possèdent leur propre labo vont le fermer, c'est déjà fait pour certains. Il faudra donc se déplacer vers un grand plateau technique pour faire les examens qui ne sont pas courants et attendre plusieurs jours les résultats... La Générale de Santé ainsi que d'autres grands groupes financiers sont en train de racheter les labos de France et de Navarre. **Parmi les groupes financiers, qui ont déjà largement entamé les rachats, figurent des assurances de santé privées qui ainsi auront accès aux données médicales et pourront « personnaliser les factures »...** ■ **A. E.**



DU CÔTÉ DU NATIONAL

Un stage pour les nouveaux ou futurs retraités

Pas toujours simple de commencer une vie de retraité même sur le plan syndical ; le SNES met en place un stage qui s'adresse essentiellement aux jeunes retraités (en retraite depuis trois ans ou moins) et aux actifs qui les rejoindront bientôt.

Il se déroulera à Paris les 12 et 13 janvier 2012. L'ordre du jour n'est pas totalement arrêté et devra aussi répondre aux demandes des participants, mais les pistes suivantes sont lancées :

- des raisons de continuer à se syndiquer : démantèlement des services publics, atteintes au code des pensions, baisse continue du pouvoir d'achat, sabotage de la protection sociale, confrontation aux problèmes posés par la perte d'autonomie (soi-même ou un proche)... mais aussi souhait de ne pas se couper de notre syndicalisme de métier et de fonction publique ;
- le syndicalisme des retraités, ses structures, son fonctionnement, la place des retraités dans leur syndicat ; des idées pour l'améliorer ;
- la place des retraités dans la société, leur statut, l'activité des retraités.

Tous les responsables de S1 de retraités ont reçu un questionnaire à diffuser aux retraités, notamment récents, et aux futurs retraités, sur ce qu'ils attendent du SNES en tant que retraités. Le diffuser et y répondre alimentera les débats.



© Jean-Louis Vigulier

Pour s'inscrire :

- sur le site du SNES www.snes.edu (espace adhérents, la formation syndicale, inscription aux stages retraités, faire une demande d'inscription) ;
- ou bien formation.syndicale@snes.edu ;
- ou bien s'adresser à la section départementale du SNES.

Les frais du stage (hébergement et transport) sont pris en charge par le SNES au titre de la formation syndicale ; pour les candidats qui seraient encore en activité, n'oubliez pas le délai d'un mois pour obtenir une autorisation d'absence. ■

BÉNÉDICTE VRAIN

S'informer et débattre

REIMS 2012

Un bon millésime ?

Dans un contexte de crise française et européenne qui donne au syndicalisme des responsabilités inédites, le congrès national du SNES se déroulera à Reims la première semaine d'avril.



Le congrès a déjà fait une étape à Reims

© Thierry Nectoux

Situé quelque temps avant les élections présidentielle et législatives,

et à moins d'un an du congrès de la FSU, il doit tracer la feuille de route du SNES pour les deux années à venir, préciser nos analyses et définir les mandats que nous défendrons auprès de nos partenaires syndicaux et dans les instances où nous sommes représentés. Face à la rigueur et à l'austérité imposées par le gouvernement au nom du remboursement d'une dette créée volontairement,

quel est notre projet de société ? Quel est notre projet d'école ?

Le congrès national sera préparé par des congrès académiques. Les S1 de retraités doivent y participer à part entière et rappeler la recommandation d'un retraité dans chaque délégation académique.

Quatre thèmes sont à l'étude : le système éducatif, les personnels, les questions sociétales, le syndicalisme. Des retraités sont associés à la rédaction des prérapports ; B. Vrain sur la situation des personnels et donc des retraités ; J.-P. Beauquier pour les questions de société et donc sur la place des retraités et personnes âgées dans notre société ; A. Eveno sur l'avenir du syndicalisme.



Reims : pour un congrès, pas pour un sacre

© Nathalie Stoll/Fotolia.com

Le calendrier est le suivant

- Mi-décembre : publication des rapports d'activité et financiers nationaux.
- À partir de fin janvier vote sur ces rapports (les retraités votent par correspondance).
- Mi-janvier : publication des prérapports sur les quatre thèmes.

Les S1 de retraités se réunissent pour élaborer leurs contributions et désigner leurs délégués au congrès académique.

Du 12 au 23 mars : congrès académiques dont les dates seront précisées localement. ■

B. V.

APRÈS LES JOURNÉES D'AUTOMNE

Des rencontres régionales

Les réunions régionales de la FGR-FP se sont achevées depuis quelques semaines ; les Journées d'automne de la Section fédérale des retraités (SFR) de la FSU viennent d'avoir lieu. La SFR/FSU se propose d'organiser maintenant des réunions interrégionales.

Outre les questions habituelles, les Régionales d'automne ont débattu de l'avenir de la FGR-FP, à partir du compte rendu du groupe de travail national du 27/09/11, lequel a constaté l'attachement des adhérents à une organisation revendicative, reposant sur les syndicats et les adhérents directs, refusant la division syndicale, défendant la fonction publique, et a formulé des propositions à étudier le 6 décembre.

Pour contribuer à l'animation des sections départementales et régionales, la section fédérale nationale des retraités de la FSU projette des rencontres interrégionales regroupant le maximum de retraités avec des responsables nationaux. L'objectif est de couvrir toutes les régions sur un ou deux ans. La première se déroulera le 9 décembre à Lempdes. D'autres sont à l'étude : Alsace, Franche-Comté, Lorraine sur deux jours avec une partie festive, Midi-Pyrénées sur le thème de la santé. ■

B. V.



Aucun temps mort, pendant les pauses le débat continue

© Jean-Louis Vignier

CORRECTIF

Suite à des erreurs techniques, la version imprimée de « l'encart central » du dernier numéro de *L'US-Retraités* n'est pas la version prévue mais celle de l'an dernier « améliorée ».

Pas de conséquences graves sauf que notre camarade Micheline Jullien, décédée il y a un an, figure dans la liste du collec-

tif national. Nous prions sa famille et ses camarades de bien vouloir nous pardonner cette erreur.

À signaler également que Hubert Ibanes, devenu trésorier adjoint, n'est plus commissaire aux comptes, il est remplacé par Geneviève Dubut.

GÉRARD NIOT

UN SUCCÈS

Les troisièmes journées d'automne

120 participants, deux journées non-stop de réflexion et de débats, des intervenants venus d'horizons divers : universités, instituts de recherche ou syndicalisme français et portugais, la présence de la secrétaire générale de la FGR-FP, une ouverture par le président de l'institut de recherche de la FSU, une clôture par Bernadette Groison, ce n'est pas « un inventaire » ou un « dîner de têtes » à la Prévert, mais les troisièmes journées d'automne de la SFR qui se sont déroulées les 30 novembre et 1^{er} décembre à Paris.

Dossier réalisé par Annie Clavel, Marylène Cahouet, Jean-Paul Beauquier et Jean-Pierre Billot, photos de Jean-Louis Viguier



1

RETRAITÉS DE LA FSU

Des journées réussies

Née en 2007 lors du congrès de Marseille, la Section Fédérale des Retraités de la FSU (SFR) a rapidement éprouvé le besoin de s'affirmer, de se faire connaître et reconnaître, de s'exprimer en réunissant régulièrement des syndicalistes retraités de la FSU, d'où l'idée d'organiser « les Journées d'automne » ; 2011 a vu le déroulement de la troisième édition.

Elles sont nées de la collaboration de la SFR avec l'Institut de recherche de la FSU, sous l'égide tutélaire et très active du Centre de Formation Fédérale, et grâce à l'appui des syndicats de la FSU. Bernadette Groison alors qu'elle n'était pas encore secrétaire générale de la Fédération présida à leur baptême laïc.

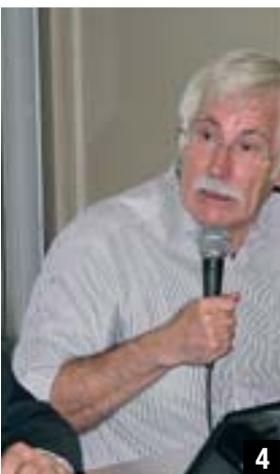
Finalement « les Journées d'automne » sont l'expression de ce que devrait toujours être la fédération : les militants des syndicats de la FSU œuvrent ensemble dans le cadre de la fédération en syner-



2



3



4



5

- 1 Des participantes très studieuses
- 2 À la tribune, Didier Horus (FSU) tient le micro
- 3 Une auditrice attentive, Annick Merlen, secrétaire générale de la FGR-FP
- 4 Pierre Billaut questionné par Bernard Lioure (SFR/SNUIPP)
- 5 La salle était bien remplie

sies

gie avec les organismes qui irriguent la fédération, Institut de Recherche ou Centre de Formation ; ils travaillent dans l'unité non seulement avec les syndicats de retraités français mais aussi européen. L'ouverture de nos journées par le président de l'institut, la présence de la secrétaire générale de la FGR-FP, l'intervention d'un syndicaliste portugais sont là pour en témoigner. Un seul bémol à cette vision idyllique : ce sont souvent les mêmes militants qui animent les différentes structures ; les témoignages, venus des départements entendus au cours des journées, n'apportent aucun démenti local à cet état de fait.

La question centrale reste la même depuis trois ans : quel syndicalisme pour les retraités ? Corollairement quelle est l'activité des retraités ; c'est sur le socle de cette activité qui n'est plus directement reliée à une identité professionnelle que s'établit le syndicalisme des retraités ; il doit prendre en

compte les besoins et les revendications de ses mandants, les informer, les consulter, les réunir bref les intéresser à la bonne marche de leur outil syndical.

Par leur volonté d'agir, de continuer à participer à l'action syndicale, à d'autres actions citoyennes, et à ne pas se complaire dans un rôle de « canal historique » nostalgique d'un âge d'or du syndicalisme ou de l'engagement citoyen, sans doute largement fantasmés, de nombreux retraités font avancer la réflexion syndicale de tous et pas seulement des retraités.

En ces temps de crise, de politiques d'austérité qui pressurent aussi bien les retraités que les actifs, il y a urgence à dénoncer les fausses évidences, à démasquer les fausses « bonnes solutions » et à poursuivre la mobilisation pour imposer d'autres remèdes. C'est le message de ces troisièmes journées d'automne. ■

À NOTER

Les lecteurs qui veulent en savoir plus, trouveront sur le site de formation syndicale les interventions des conférenciers, les documents utilisés et les références précises de leurs travaux :

<http://formation.fsu.fr> ;

ils peuvent aussi utilement consulter le site de l'Institut de recherche de la FSU :

<http://institut.fsu.fr>



MERCREDI MATIN, AU MENU : LA CRISE

Le Pouvoir d'achat en berne

Pierre Concialdi, économiste, a commencé sa carrière de chercheur au Centre des études et des coûts (CERC) en 1981 ; il suivait la question des salaires. Recruté à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), après la dissolution du CERC par le gouvernement Balladur, il est un des spécialistes de la question du pouvoir d'achat. Animateur du « réseau d'alerte sur les inégalités », il est aussi chroniqueur pour *Alternatives économiques* et *Siné hebdo*. Voici quelques idées relevées lors de son intervention aux « Journées d'automne ».

L'Insee le confirme, l'inflation s'est accélérée au cours des premiers mois de l'année 2011 ; il devrait en être de même pour la fin de l'année et en tout cas pour l'année 2012 ; un seul exemple l'augmentation annoncée du prix du gaz. Le Président du pouvoir d'achat qui bat à nouveau la campagne, a redécouvert cette question et n'est à nouveau pas avare de promesses. La dernière en date, la « prime de 1 000 euros » dont devait bénéficier les salariés allait tout régler : on a vu ce qu'il en était !

Pour nombre de salariés et de retraités, la situation du pouvoir d'achat est très critique et ce depuis de nombreuses années ; les plans successifs d'austérité vont aggraver cette situation. Ainsi pour 20 % de ménages les plus modestes, les dépenses « pré-engagées » (logement, assurances, impôts, remboursement d'emprunt) absorbaient déjà les trois quarts de leur revenu en 2006 : il leur restait donc moins de 5 euros par personne et par jour pour se nourrir, se déplacer, s'habiller... et depuis la situation n'a fait qu'empirer.

Mais les retraités, nous dit-on, sont mieux lotis : ils sont pour beaucoup propriétaires de leur logement et disposent d'un patrimoine qui même modeste apporte une petite aisance. Certes les revenus des propriétaires ont crû ces dernières années, mais on parle

ici des intérêts, des dividendes, bref des revenus que touche un bailleur et seulement pour une part minime du gain réalisé par l'occupation directe d'un logement. Pour les retraités, encore fort nombreux, qui ne sont pas propriétaires de leur logement, le logement reste le premier poste de dépense du ménage.

La prise en charge publique des soins de santé ne cesse de diminuer ; elle a atteint son plus bas niveau depuis quarante ans et cette diminution concerne en premier lieu les retraités et les ménages aux revenus modestes ; se soigner devient un luxe ! De même la privatisation et le démantèlement des services publics touchent en premier les retraités, les personnes âgées et les familles les plus modestes qui se voient priver d'accès à des services essentiels comme les transports publics ou voient exploser le coût de ces services.

Les statistiques commencent à montrer les effets des réformes successives des retraites ; la remontée récente des taux de pauvreté des personnes âgées, notamment après 70 ans, est l'un des indicateurs les plus évidents de la dégradation des conditions de vie des retraités. Comme la plupart des salariés, les retraités sont inquiets pour leur pouvoir d'achat d'autant plus que médias et politiques leur annoncent pour les mois à venir de nouveaux tours de vis ; heureusement il y a quelques dissonances... ■

LE MOT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

VIVE LES QUATRIÈMES JOURNÉES D'AUTOMNE

Comme chaque année, Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, a été la dernière intervenante des « Journées d'automne ».

Elle a souligné le rôle important des retraités au sein même de la FSU ; organisés en sections fédérales aux différents niveaux de la fédération ils ont permis une meilleure prise en compte de leurs revendications. Ils ont été présents dans les délégations fédérales auprès des ministères, au CDFN, dans des groupes de travail. Citoyens à part entière qui « ont envie d'aider à faire fonctionner le monde », selon ses propos, elle les a invités à poursuivre cet engagement en intervenant dans les grandes questions qui traversent la fédération, tout particulièrement lors de la préparation du congrès fédéral de 2013 ou lors des congrès des syndicats de la FSU.

Revenant sur les résultats des élections professionnelles dans la fonction publique, elle a souligné le coude à coude des grandes organisations.

Devant les enjeux lourds qui sont face à nous, elle a appelé au travail commun, aux pratiques unitaires, à poursuivre pour espérer gagner. Rien ne pourra se jouer sans la FSU, chez les actifs comme chez les retraités, a-t-elle ajouté. En conclusion, elle a pris date et annoncé pour 2013 les quatrièmes journées d'automne des retraités de la FSU.



TROIS QUESTIONS À PIERRE DUHARCOURT

Où en est-on dans la crise ?

Pour les lecteurs attentifs de *L'US* et de *Pour*, on ne présente plus Pierre Duharcourt ; rappelons simplement qu'économiste, professeur des universités, il fut secrétaire général du SNESup, cosecrétaire général de la FSU, représentant de la fédération au Conseil Économique et Social. Il est intervenu lors des *Journées d'automne* sur un dossier brûlant, la crise actuelle.



Pierre Duharcourt

La crise actuelle, un phénomène nouveau ?

Nous vivons une période de crise structurelle du capitalisme mondialisé et financiarisé, dont les dimensions sont multiples : économiques et pas seulement financières, sociales et environnementales. Cette crise a des racines anciennes, mais elle se nourrit de l'ampleur des déséquilibres mondiaux, des inégalités (évolution du partage salaire/profit au détriment des salariés, salaires ou « bonus » exorbitants pour certains privilégiés), du gaspillage des profits en distribution de dividendes.

Quelles conséquences des politiques d'austérité en Europe ?

Elles reviennent à « tuer le malade » sous prétexte de le guérir. Loin de sanctionner la spéculation sur la dette, elles rationnent les services publics et les dépenses sociales, elles laminent le pouvoir d'achat et réduisent donc la demande et les recettes publiques, aboutissant à alourdir le déficit et la dette.

Quelles solutions envisager ?

Une rupture radicale dans la construction européenne est nécessaire : de réelles coopérations et un financement européen de projets communs y compris en matière de recherche, une harmonisation pour éliminer le dumping fiscal ou social, une renégociation et des refinancements par la BCE des dettes, une politique de relance pour un développement durable. ■

L'ACTIVITÉ DES RETRAITÉS

Je suis débordé(e)... disent-ils

L'Institut de recherche de la FSU a été dès l'origine l'un des copilotes des « Journées d'automne » ; la collaboration entre la SFR et l'Institut a conduit ce dernier à étendre le champ de la recherche qu'il menait sur le travail à l'étude de l'activité des retraités. Gérard Grosse résume le point qui a été fait de ce chantier lors des « journées 2011 ».

Mais que font les retraités ? C'est ce que vise à mieux saisir une recherche en cours qui s'inscrit dans une double préoccupation.

Réflexions sur le travail, conduites par le « chantier travail » de l'Institut de recherche de la FSU d'une part, et sur le syndicalisme des retraités, initiées par la SFR lors des journées de novembre 2009, d'autre part. Cette recherche s'appuie sur des entretiens en nombre limité mais approfondis afin de saisir le parcours, de l'activité à la retraite, et au fil de la retraite, d'un certain nombre de retraités. On interroge le sens que les acteurs eux-mêmes donnent à leur situation, à leurs contraintes, à leurs choix.

On peut déjà dégager quelques conclusions provisoires, qui demandent à être confirmées par des entretiens complémentaires.

La retraite, le plus souvent attendue, poussée par un sentiment d'usure physique ou psychologique, n'est



Gérard Grosse de l'Institut de Recherche de la FSU

pas toujours « planifiée ». Et si, *a posteriori*, le passage à la retraite est souvent (re)construit comme une transition « en douceur », ce qu'on en fait est souvent imprévu : réduction du champ d'activité pour raisons de santé ou opportunités nouvelles.

Parfois involontairement réduites, les activités des retraités sont le plus souvent multiples, d'autant plus qu'elles l'étaient déjà au temps de l'activité. Il s'agit le plus souvent d'une reconversion du capital professionnel ou militant. La poursuite de l'engagement syndical est aussi d'autant plus fréquente que cet engagement était ancré profondément et anciennement.

Deux pistes seront développées dans les mois à venir : comment les syndicats peuvent-ils organiser le suivi des syndiqués lors du passage (avant-pendant-après) à la retraite ? Jusqu'à quel point les activités des retraités peuvent-elles, paradoxalement, être assimilées à du « travail » ? ■

COMMENT LES JEUNES VOIENT LES RETRAITÉS ET PERSONNES ÂGÉS ?

Représentation sociale de la retraite et des retraités

Pierre Billaut, psychosociologue, a présenté aux participants des « Journées d'automne » l'étude récente qu'il a menée avec son équipe sur la représentation sociale de la retraite et des retraités.

Pour de plus amples informations, il est possible de consulter le site : www.enquete-opinion.fr

D'entrée de jeu Pierre Billaut a pris soin de rappeler que les jeunes comme les retraités ne constituaient pas deux groupes homogènes et qu'à la différence du corpus d'idées reçues véhiculé par les médias et présenté comme la « vox populi », les publics étudiés opèrent des différenciations subtiles entre retraités et personnes âgées, retraités considérés comme une catégorie sociale ou incarnés par des images familiales... Un fait patent : les jeunes présentés comme appartenant à une génération sacrifiée n'ont pas une image négative de la retraite et des retraités. La retraite leur apparaît essentiellement comme un temps libre, un temps enfin à soi, un temps d'activité choisie. La retraite leur apparaît comme un dû qui leur sera peut-être refusé mais dont ils ne contestent pas le légitime usage par les actuels retraités. Cette approche de la retraite est étroitement liée aux actuelles conditions de travail des salariés, à la réalité du travail actuel profondément marqué par la souffrance au travail, par le chômage et la précarité dont les jeunes, entre autres, sont massivement victimes. Défendre la retraite et les conditions de la retraite (niveau de pension, âge de la retraite, annuités nécessaires...) ce n'est pas défendre égoïstement des droits acquis, c'est mener une lutte

d'avenir pour les générations futures. Pour beaucoup de jeunes, reculer l'âge de la retraite revient à leur arracher un temps qu'ils auraient dû normalement « avoir à eux ». Pendant les dernières mobilisations pour la défense des retraites, les étudiants, les lycéens, les jeunes travailleurs sont entrés timidement dans l'action, timidement certes mais avec détermination... Les centrales syndicales ont relié leur lutte pour la défense du droit à une retraite décente à la bataille pour l'emploi, contre le chômage ; elles ne l'ont pas assez reliée au malaise sur le travail même que les salariés exprimaient alors, comme pouvait en témoigner la multiplication des suicides dans les entreprises. Retraite et travail sont totalement interdépendants ; pour mieux associer les jeunes à la défense de leur droit à la retraite, il faut associer cette revendication aux revendications sur la qualité de vie au travail, sur la juste rémunération du travail.

Cette idée va à l'encontre de l'opinion couramment admise mais, comme l'a rappelé Pierre Billaut, une idée n'est dominante que si elle ne rencontre aucune réelle opposition ; une idée même très minoritaire en apparence, portée par un groupe uni, peut renverser toutes les idées reçues. ■

ENTRETIEN CROISÉ

Europe : convergences syndicales



Ulrich Thöne, *syndicaliste allemand*,
Président de la Gew, vice-président
de la CSEE



Simão Martins Sanchez, *syndicaliste portugais*,
membre du directoire de la section des retraités
de la Fonction publique de la CGT portugaise

L'un des objectifs des journées d'automne est d'apprendre des autres organisations de retraités européens, de tisser des liens avec eux pour à terme construire une riposte commune et faire avancer ensemble, dans chacun de nos pays, nos revendications respectives.

Nous avons décidé d'organiser en 2011 une table entre trois syndicalistes : Ulrich Thöne, S. Martins Sanchez et Didier Horus qui représente la FSU au COR. Didier et Simão ont eu un large échange entre eux et avec la salle ; Ulrich, retenu au dernier moment à Berlin pour des raisons familiales n'était pas des nôtres mais, grâce aux éléments qu'il nous a envoyés, nous avons pu réaliser cet entretien croisé entre lui et Simão.

Comment la crise est-elle vécue dans votre pays ?
Ulrich : Elle puise ses racines dans la mondialisation néolibérale de l'économie et dans le « dogme » du marché. Les caisses de l'État sont vides et des couches de plus en plus larges de la population souffrent. Les mesures d'austérité en Allemagne n'ont pas l'ampleur de certains pays mais des signes sont révélateurs : recours aux assurances privées, sous-financement du système éducatif, forte croissance des inégalités.

Simaô : Le Portugal est très fragilisé. Le sentiment d'injustice domine. Seuls les salariés et les retraités paient pour la dette. Les personnes âgées notamment sont très touchées. Le gouvernement les a abandonnées. Elles sont démunies et ont de moins en moins accès aux soins, aux médicaments qui sont chers.

Les jeunes Européens sont aussi durement confrontés à la crise : qu'en est-il dans votre pays ?

Ulrich : Même si la situation n'est pas celle de la Grèce, beaucoup de jeunes sont « condamnés » à la précarité. L'avenir est sombre.

Simaô : Le gouvernement incite les jeunes diplômés à partir à l'étranger (Angola, Mozambique, Chine, USA...). Les autres jeunes qui n'ont plus d'argent pour se déplacer tentent de se faire embaucher dans le supermarché du coin. Les diplômés qui restent ont au mieux la perspective d'emplois sous-qualifiés en venant ici, j'ai rencontré à l'aéroport un jeune ingénieur, employé comme « gilet rouge » c'est-à-dire personnel d'accueil dans le hall.

Quelle est la situation des retraités dans votre pays ?

Ulrich : Les régimes de pension sont ruinés. On met en place des régimes privés. Le chômage provoque une baisse des cotisations. La situation devient problématique pour une grande partie de la population. Le passage à 67 ans de l'âge de la retraite conduit à une réduction de la pension.

Simaô : L'âge de départ à la retraite est actuellement de 65 ans ;

plus de 85 % des retraités ont des pensions inférieures à 400 euros, alors que le coût de la vie est européen !

En France, le gouvernement actuel fait des émigrés des boucs émissaires. Est-ce le cas chez vous ?

Ulrich : Cette question, chez nous, a une grande résonance. Les néo-fascistes sont de plus en plus actifs, notamment envers les migrants de culture musulmane.

Simaô : Les tensions existent aussi chez nous mais heureusement sans faits violents.

Et les mobilisations ?

Ulrich : Les syndicats doivent éclairer la société sur les dégâts du capitalisme financier et les choix néfastes qui sont faits actuellement. Quant à la CES, elle doit appuyer les actions menées et soutenir les syndicats.

Simaô : Les luttes se développent. Le 24 novembre, la grève générale a fortement mobilisé avec des manifestations massives ; ce qui est exceptionnel car au Portugal, par tradition, on manifestait peu les jours de grève. Un mouvement sur les retraites et pour les retraites est prévu le 10 décembre. Le mouvement des Indignés, qui regroupe surtout des jeunes, est très présent. Mais ces réactions sont insuffisantes car, je le dis solennellement, avec les mesures d'austérité mises en place « la population est en risque de mort ». ■

POUR NE PAS CONCLURE...

S'informer, débattre, agir

Les journées d'automne, un moment clef du syndicalisme des retraités de la FSU.

Le succès de cette troisième session des Journées d'automne montre qu'elles répondent à un besoin profond d'information et d'échange. La diversité des sujets est également le signe de l'intérêt que manifestent les retraités engagés dans le mouvement syndical pour les questions sociales, sociétales et politiques. C'est même la défaillance du politique qui est le principal enseignement de ces deux journées de travail et d'écoute. Partant de l'analyse de la crise pour l'un, de son impact sur les questions de pouvoir d'achat et de niveau de vie pour l'autre, les exposés de Pierre Duharcourt et de Pierre Concialdi ont permis de mieux comprendre l'inéluctabilité des conséquences de choix décidés depuis longtemps et dont les données ne sont pas explicitées aux citoyens appelés ensuite à en assumer le coût et à en pâtir.

Didier Horus, représentant de la FSU au COR, a mis en évidence que la variété des systèmes de retraites en Europe n'a nullement empêché la tendance des instances européennes, dans une véritable coordination stratégique, de peser partout dans le sens d'une baisse des taux de remplacement, autrement dit de diminuer la part de richesses créées consacrée à la rémunération du travail tout au long de la vie du salarié.

L'intervention de notre camarade portugais, par-delà les différences héritées de l'histoire a permis de comprendre encore mieux les procédures mises en oeuvre par les équipes « néo » libérales au pouvoir, leur détermination à garder leurs privilèges et la nécessité de reconstruire patiemment une alternative portée par des forces reconstituées et les salariés organisés.

Les retraités sont aujourd'hui l'objet d'une nouvelle campagne de dénigrement, de mise en opposition avec la jeunesse, d'« âgisme » militant en quelque sorte ; l'apport à la réflexion de Pierre Billaut a donné des outils pour combattre ce type d'attaque, destinée à préparer l'opinion à un nouveau tour de vis sur les rémunérations.

Il est apparu, dans le débat sur la vie des sections de retraités, que si les difficultés d'organisation et de mobilisation ne sont pas de nature très différentes de celles que connaissent nos camarades « actifs » et peuvent peser sur l'efficacité des luttes, la volonté de combattre et d'avancer des revendications et des propositions était intacte.

La FSU le sait et en tient compte, comme elle est consciente de l'apport positif de l'action syndicale des retraités.

À l'année prochaine... ■

Dans cette rubrique Robert Jacquin est prêt à vous répondre ; envoyez vos questions à L'US-Retraités, 46, avenue d'Ivry, 75647 Paris Cedex 13 ou par mail à enretraite@snes.edu

PARTIR À LA MER, À LA NEIGE OU À LA CAMPAGNE

À vous les chèques vacances !

Dans le cadre de l'action sociale interministérielle, est lancée une opération qui concerne actifs et retraités de la Fonction publique de l'État et qui s'intitule : « À vous les chèques vacances ! ». Il y a de nouvelles conditions d'accès à cette prestation ; les retraités par exemple y ont droit à condition de ne pas toucher en plus de leur pension un revenu même minime d'activité.

Pour les informations ou demande de formulaire :

• Site internet : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr

• Téléphone (n° Azur) : 0 811 65 65 25

• Courrier :
CNT chèques
vacances demande,
TSA 49101,
76934 Rouen Cedex

Vous pouvez aussi vous renseigner auprès des SRIAS (Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale) ; normalement des représentants de la FSU siègent dans cet organisme ; votre section académique doit être en mesure de vous renseigner.

> La cohabitation intergénérationnelle

L'expérience est conduite par des associations dans une quinzaine de villes universitaires et va à l'encontre des campagnes d'opinion qui mettent en avant une fracture intergénérationnelle.

L'idée est simple : un senior propose une chambre libre de son domicile à un étudiant, en échange de présence et de petits services. La Fondation nationale de gérontologie a étudié les conditions de cet échange et a proposé une charte : « *Un toit, deux générations* ». Des associations se sont constituées pour accompagner les projets selon les critères suivants : référencement des logements, sélection des étudiants, démarches contractuelles – c'est-à-dire les droits et les devoirs de chacun – et suivi de la cohabitation.

Pour connaître les associations et leur information consulter les sites suivants :

- Réseau national Logement Intergénérationnel et Solidaire : www.reseau-lis.org
- Réseau de la cohabitation intergénérationnelle : www.reseau-cosi.com
- Pour la région parisienne : www.leparisolidaire.fr ; www.logementintergeneration.org ; <http://ensemble2generations.free> ; www.besoin2toit.com

> Voyages en Europe

La carte européenne d'assurance maladie, créée à l'initiative du Conseil européen, est proposée par les organismes d'assurance maladie, en l'occurrence pour beaucoup d'entre nous la MGEN ; cette carte remplace, entre autres formulaires prévus pour des déplacements temporaires, le formulaire E111 qui était le plus usité. Elle permet un accès aux soins médicaux lors des déplacements en Europe. Cette carte est nominative et individuelle, elle est valable un an. Elle n'est pas fournie automatiquement : il faut la demander à l'organisme qui gère son assurance maladie un mois avant le départ. ■

> Pension de réversion **SITUATION DU CONJOINT SURVIVANT**

La pension de réversion offre une garantie de ressources au conjoint survivant d'un couple marié. Elle doit être demandée auprès des régimes dont relevait le défunt. Elle est partagée en cas de pluralité de bénéficiaires, en fonction de la durée respective de chacune des unions.

Le défunt relevait du régime général

Voir le code de la Sécurité sociale L353-1 à 6 et R354-1 en consultant le site www.cnnav.fr

Le bénéficiaire doit avoir au moins 55 ans, il peut être remarié et il n'y a aucune condition de durée minimum du mariage avec l'assuré décédé. Le montant de 54 % de la pension de base du conjoint décédé peut être majoré pour enfant à charge ou élevé (trois au moins). Cette pension est versée sous condition de ressources (18 720 euros par an en 2011 pour une personne vivant seule, 29 952 euros pour un couple si remariage, Pacs ou union libre).

La réversion des régimes complémentaires

Voir le site www.agirc-arrco.fr

60 % du montant dont bénéficiait l'assuré décédé pour l'ARRCO contre 50 % à l'Ircantec. Il existe des conditions d'âge : 55 ans pour l'ARRCO, 60 ans pour l'AGIRC et 50 ans pour l'Ircantec ; il faut aussi ne pas être remarié(e). Les orphelins bénéficient quant à eux d'une pension sous réserve de conditions d'âge.

Le défunt était fonctionnaire

Voir le code des Pensions civiles et militaires L38 à 46 ; décret 2003-1306 art 40 à 49 sur les sites www.pensions.bercy.gouv.fr - www.legifrance.gouv.fr - <http://vos.droits.service-public.fr/particuliers>

La pension de réversion équivaut à 50 % de la pension perçue.

Il n'y a aucune condition d'âge ni de ressources, en revanche il y a des conditions de durée du mariage (minimum deux ans si le mariage a été contracté avant la cessation d'activité, quatre ans dans le cas contraire ; sauf enfants issus du mariage) et le versement de la pension est interrompu en cas de de remariage, pacs, concubinage.

Mêmes dispositions pour le régime additionnel de la fonction publique : site www.rafp.fr

Situation particulière

Adhérent MGEN, vous avez souscrit au COREM (Complément de retraite mutualiste) : en cas de décès pendant la période de cotisation, la garantie décès MGEN rembourse la totalité des versements effectués sous forme d'un capital au(x) bénéficiaire(s) de votre choix. Cette garantie s'ajoute au COREM qui prévoit la réversion d'une rente à votre conjoint, pacsé ou concubin. Pour obtenir une information plus complète, consulter le supplément à *Pour* de septembre 2011 (n° 154) qui fait le point sur la question des droits et démarches pour les retraites et pensions. ■

22 NOVEMBRE 1831

La révolte des Canuts de Lyon

À Lyon, les Canuts, dont le nom vient certainement du mot canette (bobine de fil de soie), sont alors des artisans qui tissent la soie à domicile sur leurs propres métiers à bras. Ils travaillent pour le compte des soyeux (les patrons négociants) qui leur fournissent la matière première et récupèrent le produit fini. Ils sont environ 6 000 et emploient 30 000 compagnons.



1831 : la première révolte ouvrière

En 1831, le revenu des uns et des autres dépend du tarif fixé avec les négociants. Il ne permet qu'une vie de misère. Du fait de métiers à tisser beaucoup plus productifs qu'auparavant (introduction de la mécanique Jacquard) et en dépit d'une demande soutenue, ce revenu est deux fois moindre que sous le Premier Empire. En novembre 1831, certains soyeux refusent d'appliquer le tarif minimum négocié peu de temps avant, en prétextant (rien n'a changé !) de la concurrence internationale et des contraintes du marché. Les Canuts en colère se mettent en grève. Le 19 novembre, au cœur du quartier de la Croix-Rousse, ils font face à la garde nationale. Des coups de feu claquent, la révolte gronde. Deux jours plus tard, ils descendent de leur colline, drapeau noir en tête, et occupent le centre de Lyon après quelques combats contre les forces de l'ordre. On compte une centaine de morts. Maîtres de la deuxième ville de France mais ne sachant que faire de leur victoire, les Canuts et la garde nationale, qui s'est finalement ralliée à eux, constituent un comité insurrectionnel pour se donner le temps de réfléchir. Ils s'abstiennent soigneusement de tout pillage. Le 5 décembre, les troupes peuvent

entrer en ville sans effusion de sang. La garde nationale est désarmée et dissoute, le tarif minimum est abrogé et le préfet, jugé trop conciliant, est révoqué. Une dizaine de Canuts seulement sont traduits en justice... et bientôt acquittés.

Mais la lutte des Canuts ne s'arrête pas là.

Quelques dates

En 1834, les Canuts se soulèvent à nouveau, après que des meneurs aient été traduits en justice pour avoir dénoncé des baisses de salaire et fait grève. Cette fois, ils trouvent face à eux Adolphe Thiers. Il laisse les manifestants ériger des barricades puis fait donner la troupe qui va méthodiquement reconquérir la ville, avec 600 morts et 10 000 arrestations. C'est un prélude à la Semaine Sanglante de 1871 par laquelle Thiers mettra un terme à la Commune de Paris.

En 1869, deux mille Ovalistes (ouvrières qui préparent le fil qui va être tissé) se mettent en grève. Au bout d'un mois, elles obtiennent une réduction de 2 heures du temps de travail. Chaque année, le « *Novembre des Canuts* » multiplie les initiatives pour leur rendre hom-

Universellement connu

Le chant des Canuts

*Pour chanter « Veni Creator »
Il faut avoir chasuble d'or
Il faut avoir chasuble d'or*

*Nous en tissons
Pour vous, gens de l'église
Mais nous pauvres Canuts
N'avons point de chemise*

*Nous sommes les Canuts
Nous allons tout nus*

*La révolte des Canuts
Pour gouverner, il faut avoir
Manteau et ruban en sautoir
Manteau et ruban en sautoir*

*Nous en tissons
Pour vous, grands de la terre,
Mais nous pauvres Canuts,
Sans draps on nous enterre*

*Nous sommes les Canuts
Nous allons tout nus*

*Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira
Quand votre règne finira*

*Nous tisserons
Le linceul du vieux monde,
Car on entend déjà
La révolte qui gronde*

*Nous sommes les Canuts
Nous n'irons plus nus
Nous n'irons plus nus*

• Pour écouter paroles et musique :
<http://www.amazon.fr/Lechant-des-Canuts/dp/B005SSCD04>

Suite en page 22

Cuba en juillet

TERRE DE CONTRASTES

Quand la mer rencontre la Sierra

Sans surprise, il fait chaud. Malgré la Sierra, malgré la mer. L'avion semble foncer vers la montagne couverte de forêts et nous voilà bien vite le soir sur une petite place de Santiago dans une ambiance de fête. C'est le carnaval des enfants, qui s'amuse de jouets en bois et métal colorés, fabriqués grâce à l'ingéniosité des familles.

Déguisements mis à part, on jurerait que c'est la fête tous les jours dans l'île tant la musique et la danse sont omniprésentes. Et pas que pour les touristes. Nous respirons la musique qui se joue de la pauvreté sans la cacher. Car les Cubains sont très souvent dehors, le cigare à la bouche, hommes et femmes indistinctement. Partout le Che, ses phrases et son visage charismatique. Pas seulement la volonté politique du gouvernement de rassembler les habitants autour d'un passé prestigieux mais la fierté indéniable d'appartenance nationale des Cubains, renforcée pour une part par la situation d'embargo imposé par les USA. Vivre mieux ? Bien sûr, tous le souhaitent à juste titre et

certains attendent beaucoup des réformes à venir tandis que d'autres sont plus sceptiques. Mais le « modèle américain », semble-t-il, ne les enthousiasme guère, mêmes les quelques jeunes avec lesquels nous avons pu échanger. Terre de contrastes avec d'un côté les routes défoncées, des transports publics rudimentaires, des logements insalubre et, de l'autre, des systèmes de santé, d'éducation entièrement gratuits et performants. On peut s'interroger aussi sur les différenciations sociales en cours entre ceux qui profitent du tourisme (les chambres chez l'habitant sont autorisées) et les autres. Quid des libertés publiques ? Difficile à dire pour un touriste. Villes colorées, à l'héritage africain ou colonial, plages paradisiaques, beaux immeubles de l'époque coloniale très dégradés, voire menaçant ruine, restes d'une splendeur passée, voisinent avec des restaurations architecturales des plus réussies. On y rencontre un peu partout la présence d'Hemingway et on prend vite l'habitude, comme lui, de boire des daiquiris ou des mojitos bien frais, pour finir la journée dehors, à regarder les passants et les belles « américaines » des années 50, rutilantes car rafistolées avec amour.

La Havane, haute en couleur et en contrastes, débordante d'énergie, incarne à elle seule l'île tout entière. On écarquille les yeux devant la splendeur de la Plaza Vieja pour frémir aussitôt devant le délabrement, juste derrière, de certains immeubles d'habitation. Impossible de résister à la magie d'une promenade sur le Malecon, ce front de mer de 7 km où des

Une rue colorée
à Trinidad





Lieu de création artistique à la Havane

milliers de gens se rassemblent en fin de journée pour jouir de la vue sur la baie, bavarder entre amis.

Impossible de rendre compte ici de la magie bariolée de l'île, de ses habitants – en disant cela des visages, paroles, attitudes, rires, colères, surgissent en foule. J'aimerais simplement convoquer deux souvenirs particuliers. Le premier concerne la Santeria, une des religions que l'on côtoie là-bas, très présente, importée par les esclaves noirs. Persécutés par les Espagnols, ils ont dissimulé leurs divinités derrière les saints de la chrétienté pour continuer à leur rendre un culte. Notre première rencontre avec la Santeria s'est déroulée à Trinidad. Imaginez une sorte de grange obscure, éclairée par des bougies et par un poste de télé dans la pièce du fond (qui révèle un habitat des plus spartiates !). D'un côté un autel avec des objets les plus divers (statues de saints, images profanes, fers d'esclaves, plumes de poules, fleurs, nourriture...) et de l'autre une femme, paysanne éclatante de dignité qui raconte fièrement ses croyances en s'accompagnant d'un haut tambour. Nous rencontrerons à plu-

sieurs reprises ces rituels dans notre périple. Le second est celui du Callejon de Hammel, qui éclate de couleur au beau milieu d'un quartier populaire. Une fresque murale chatoyante se déploie sur la rue et à l'intérieur du pâté de maisons, représentant l'ensemble des cultes et mouvements religieux africains. Le peintre Salvador Gonzales rend ainsi hommage à ses racines culturelles. Des œuvres d'art surréalistes (on se croirait chez Dali !) fleurissent de partout au milieu d'une troupe d'enfants rieurs que mène Myriam,

une danseuse rencontrée par hasard et qui nous a introduits dans ce lieu magique. D'ailleurs le Callejon de Hammel est, nous a-t-on dit, souvent envahi par les danseurs de rumba, danse de révolte des esclaves. Dernière image, un club de salsa aux confins de La Havane, où Myriam nous initie à cette danse au milieu de danseurs noirs, et où nous regardons le soleil couchant en buvant des mojitos. ■

MARYLÈNE CAHOUE

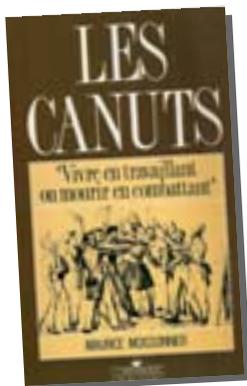
RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Il est facile de voyager en individuel à Cuba. Possibilité de loger à l'hôtel ou en *casa particular* (chambres chez l'habitant). Avec la libéralisation, de nombreuses *casas particulares* s'ouvrent. On commence à pouvoir en réserver par Internet, possibilité aussi d'en trouver sur place, mais il est plus confortable de réserver de Paris. Deux monnaies circulent : le peso convertible (CUC) utilisé par les touristes et par les Cubains pour accéder à certains biens, et le peso cubain 25 fois moins cher mais quasiment réservé aux Cubains. Le cours du peso convertible étant assez élevé, des vacances à Cuba coûtent plus cher que dans la plupart des pays latins, mais moins cher qu'en France ! C'est surtout la location de voiture qui est onéreuse, mais indispensable.

Une agence : Roots Travel (<http://www.rootstravelcom/>), 17, rue de l'Arsenal, 75004 Paris.

Maurice Moissonnier

(historien des premières luttes ouvrières)



Après un mémoire de fin d'études sur la Commune de Lyon, M. Moissonnier (mort en 2009) s'est consacré à l'histoire du mouvement ouvrier lyonnais, en faisant paraître : *Les Canuts, vivre en travaillant ou mourir en combattant* (trois éditions successives aux

Éditions Sociales/ Messidor) et surtout *La révolte des Canuts* (Éditions Sociales, 1975). Il a pris la suite de Fernand Rude spécialiste du mouvement ouvrier. Il nous a aussi fait connaître Joseph Benoît, canut, imperturbable partisan de Gracchus Babeuf : *Joseph Benoît, confessions d'un prolétaire* (Éditions Sociales, 1968). Ce Canut a lancé le journal *L'Écho de la Fabrique*. Mutualiste avec Pierre Charnier, insurgé avec les Canuts, fondateur du premier club révolutionnaire de Lyon, député babouviste-communiste du 1^{er} arrondissement de Lyon, il sera arrêté à l'Assemblée nationale, emprisonné et condamné à l'exil, au moment du coup d'état de 1851.

Suite de la page 19

mage. Cette année, 180 ans après la révolte de 1831, débats, expositions, spectacles, jeux de piste, balades, offrent un éclairage sur ces faits dont les répercussions sont encore perceptibles aujourd'hui. Ainsi, un atelier a été organisé sur le thème : « *Vivre dignement de son travail en 1831 et en 2011 : quelles évolutions ?* », avec des aller-retours multiples entre ces deux époques dont nous retiendrons quelques points :

- 1831 : le chef d'atelier est propriétaire des moyens de production mais locataire de son local. Il est payé par le négociant (qui lui livre la soie mais aussi les cartons perforés pour le métier Jacquard) selon le fameux « tarif ». De fait, c'est un sous-traitant. Il doit loger ses ouvriers, les blanchir, les nourrir et les payer. Entre chef d'atelier et ouvriers, l'écart est faible, si bien que la révolte va tous les mobiliser et gagner aussi des métiers annexes (chapeliers, couturiers...). À cette époque, le centre de la vie c'est le travail et ses valeurs, celles du travail bien fait.

- 2011 : le salariat est la règle mais le CDI, encore très majoritaire, est grignoté peu à peu par la montée des contrats précaires, de l'intérim, du chômage, qui ébranlent la sécurisation du travail. Le nombre de « travailleurs pauvres » augmente sans cesse. Les formes de « quasi-salariat » se développent (auto-entrepreneuriat par exemple) ainsi que le travail à la tâche, à l'appel... L'individualisation du rapport salarial met à mal les collectifs de travail et les mobilisations syndicales. En 1999, l'OIT a prôné la notion de « travail décent », qui pourrait unifier les revendications en faveur d'une reconquête de leur travail par les salariés, dont plusieurs études montrent qu'ils restent majoritairement attachés à l'idée de travail bien fait. Un autre débat, à travers de nombreux exemples, montre comment les révoltes d'aujourd'hui prolongent celles d'hier et que rien n'est jamais octroyé généreusement par les patrons ou le gouvernement. ■

M. C.

COUP DE CŒUR

Le livre de l'intranquillité

« *J'ai demandé si peu à la vie et ce peu même la vie me l'a refusé ; un rayon d'un reste de soleil, un peu de calme avec un peu de pain, une conscience d'exister.* »

Entrer dans *Le livre de l'intranquillité* de Fernando Pessoa c'est endosser le costume de Bernardo Soares, un de ses nombreux hétéronymes comme il les nomme : un modeste employé de commerce de tissus, installé dans son bureau exigu, donnant sur une rue morose.

C'est déambuler dans Lisbonne, dans la ville basse.

C'est parcourir, de feuillet en feuillet, le pseudo journal de bord de l'auteur, de celui qui plus de vingt cinq ans durant, s'est cherché dans l'éveil aigu de ses sens, un être dispersé qui s'abîme dans l'ennui, « *le dégoût du monde, le malaise de se sentir vivre, la fatigue d'avoir vécu [...]* ».

Sans plan, sans intrigue cette œuvre peut être d'emblée déconcertante parce qu'elle témoigne d'incapacité de s'ancrer dans le réel, dans le social jusqu'à le récuser, à désigner réformateurs

et révolutionnaires qui « *cherchent une échappatoire en essayant de changer les autres* ».

Une œuvre qui nous dit la vacuité d'une vie à laquelle seul l'art a pu donner un sens.

On croit entendre Henri Michaux, explorant son espace intérieur, s'adressant lui aussi à la vie : « *tu me désertes [...] le petit peu que je veux jamais tu ne l'apportes...* ».

La vie tourmentée de Pessoa se heurte aux années de guerre et de montée du fascisme ; en 1935, sous le joug de Salazar ce fut le même homme qui décida de cesser d'écrire en portugais : il avait su sortir de son isolement et s'élever contre l'insupportable... ■

ANNIE EVENO

Bernardo Soares ou Fernando Pessoa ?



© DR

JACKY BRENGOU A LU POUR NOUS

Au nom du triple A

Pour rassurer les marchés, il faudrait selon le gouvernement « *refonder notre protection sociale* ». Les plans d'austérité se suivent et se ressemblent, la méthode est toujours la même, culpabiliser pour faire accepter des régressions de grande ampleur pour les plus démunis.

Haro sur les fraudeurs qui mettent en danger notre modèle social !

« Notre modèle social serait menacé par la fraude et l'assistanat. C'est en tout cas l'idée qu'a défendue le président de la République dans son discours prononcé à Bordeaux le 15 novembre [...] il a tout particulièrement dénoncé les fraudes aux prestations sociales [...] Ces dernières représentent, selon le rapport de la Cour des comptes sur la Sécurité sociale de 2010, 3 milliards d'euros par an [...]

Ce chiffre est à mettre en regard du montant de la fraude fiscale [...] celle-ci coûte entre 20 et 25 milliards d'euros par an. [...] Quand aux fraudes sur les prélèvements sociaux, elles coûtent entre 8 et 14 milliards d'euros par an. [...] Au total, les fraudes aux prestations sociales coûtent douze fois moins cher que la fraude fiscale. [...] Le second axe du discours présidentiel est, en un sens, plus subtil. Il suggère que les bénéficiaires des prestations sociales, lorsqu'ils ne fraudent pas, se laissent aller à un assistanat dégradant. C'est l'insupportable et humiliante oisiveté des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), auxquels on imposera donc une obligation de travail afin de restaurer leur dignité. »

Le Monde 22 novembre 2011
Chronique de Thibault Gajdos

Austérité « toujours plus » !

« Le gouvernement en est à son deuxième tour de vis en deux mois et demi. Mais ces deux plans s'insèrent eux-mêmes dans une politique d'austérité plus générale qui voit coexister la fameuse révision générale des politiques publiques (20 milliards d'euros de coupes claires dans les budgets), la réforme des retraites de 2010 (20 autres milliards d'euros des droits des salariés). Au total 60 milliards d'économies, soit l'équivalent de trois points de PIB. Les salariés voient s'aggraver la pression fiscale qu'ils subissent. Ils sont obligés de prendre à leur charge une partie toujours plus importante de leur couverture sociale principale et complémentaire, à un moment où leur pouvoir d'achat stagne et où le chômage de longue durée s'étend. »

L'Humanité 17-23 novembre 2011

Haro sur les dépenses sociales !

« C'est une nouvelle agression contre le monde salarié et les familles modestes que le gouvernement de Nicolas Sarkozy et François Fillon programme pour les toutes prochaines années. [...] Mais ce ne sont pas n'importe quels Français qui sont ainsi mis à l'amende. [...] Le président de la République promettait d'être le « Président du pouvoir d'achat », mais il annonce de fait une baisse des prestations sociales (prestations familiales et aides au logement) bénéficiant essentiellement aux familles modestes [...] Déjà, en août, la droite avait tenté de nous faire le coup à l'esbroufe avec la contribution exceptionnelle sur les revenus supérieurs à 500 000 euros. Elle ne rapportera que 200 millions. [...] Le gel de l'impôt sur le revenu, qui va pour l'essentiel pénaliser les salariés et les retraités, aura lui un tout autre impact que ces mesurette, supérieur au milliard d'euros. »

L'Humanité 8 novembre 2011

Et dans le même temps « *Taxe-nous* » implorent les riches, « *pas question* » répond le gouvernement.

Et un capitaliste « indigné » met en cause l'objectif affiché de maintien du AAA !

« Il faut que les patrons refusent la dictature des marchés [...] On a tout fait pour encourager la spéculation. » Quel est « l'indigné » qui s'exprimait ainsi le 17 novembre, lors d'un colloque organisé par la Caisse des Dépôts ? Réponse : Claude Bébéar, fondateur d'AXA, parrain du capitalisme français et recordman des stock-options. Sur sa lancée, Bébéar a dénoncé la Bourse en continu [...] et les analystes financiers. Avant d'esquisser ce début d'autocritique : « On est en train de déplorer les conséquences des choses que nous avons vénérées ». » Pas mal mais tardif.

Le Canard enchaîné 23 novembre 2011

Un secrétaire de catégorie en plein travail



© Jean-Louis Vignier

« Nous nous sommes réveillés »

« Nous ne vous demandons pas de soutenir notre combat par solidarité, ni parce que notre territoire a été le berceau de Platon et de Aristote..., des concepts de démocratie, de liberté... Nous vous demandons de le faire dans votre propre intérêt... Résistez au totalitarisme des marchés... qui détruit notre continent en suscitant le retour au fascisme. »



© Wikipédia/Guy Wagner

Mikis Théodorakis

ZH (prononcez Zê)

« Il est vivant »

À 86 ans, Mikis Théodorakis est vivant ; il résiste toujours ; ces quelques lignes extraites de l'appel qu'il a lancé au mois de mai en témoignent.

Né en Crète, il compose à 17 ans son premier opéra et donne son premier concert public ; c'est aussi l'année où il est arrêté pour la première fois car il a rejoint la Résistance. Dans les geôles de l'occupant italien, il découvre le marxisme ; relâché, il rejoint dans la clandestinité la Résistance communiste et débute alors une longue vie de militant.

Pendant la guerre civile qui ensanglante de 1945 à 1949 la Grèce, arrêté, torturé, deux fois enterré vivant et laissé pour mort, il est finalement déporté sur l'île de Makroninos : il est un des rares prisonniers à sortir vivant de cet enfer. Libéré, il s'installe à Paris et connaît succès et honneurs. Rentré en Grèce à la fin des années soixante, il découvre la musique populaire de son pays, et initie une révolution culturelle musicale illustrée par la musique du film *Zorba le Grec*. En 1963, après l'assassinat du député Lambrakis, le héros du film de Costa-Gavras « Z », il fonde les Lambrakidès ; il est élu au Parlement sous cette étiquette.

Le 21 avril 1967, coup d'État des colonels grecs : à nouveau la clandestinité et la Résistance. Arrêté d'abord, placé en résidence surveillée avant d'être envoyé en camp de concentration, il est libéré grâce à la pression internationale. Banni de son pays, il s'exile à Paris et poursuit ses activités de résistant.

Rentré en Grèce à la chute des colonels, il participe à la vie publique avec des fortunes diverses devenant même, en 1990, l'éphémère ministre sans portefeuille d'un gouvernement de centre droit. L'artiste connaît alors une notoriété mondiale, achève la mise en musique du *Canto Général* de Pablo Neruda, compose l'hymne des Jeux olympiques de Barcelone...

Usé par les années de lutte et d'emprisonnement, il vit depuis une quinzaine d'années retiré chez lui et travaille à la compilation de son œuvre. Il fait encore de nombreuses apparitions publiques et conserve intact son esprit de résistance, mais en s'égarant parfois, hélas, dangereusement dans des propos revendiqués « *non seulement comme antisionistes mais aussi comme antisémites* ».

Pour respecter son dernier appel, pour que ne renaisse pas « la bête immonde », Mikis Théodorakis se doit de redevenir l'incarnation vivante de la lutte antifasciste, le créateur de la *Trilogie de Mathausen* composée en l'honneur des victimes des camps de concentration, des victimes du génocide des peuples juif et tzigane, de toutes les victimes du nazisme. ■



QUELQUES ŒUVRES

Musiques de films

- Z, de Costa Gavras (1969)
- *Zorba le Grec*, de M. Cacoyannis (1964)

Symphonie : *Hellénisme*, hymne grec pour les J.O. de Barcelone (1992)

Opéra : *Lysistrata* (2001)

Œuvre écrite : *Journal d'un résistant*, Paris, 1971

JEAN-PIERRE BILLOT